GUIDE PRATIQUE !

DIGITAL FlashUP

Caprioli & ASSOCIÉS

AI ACT

LES RÈGLES À CONNAÎTRE POUR UTILISER L'IA EN SÉCURITÉ

Un concentré d'idées claires et utiles

Gouvernement Princier
PRINCIPAUTÉ DE MONACO

Extended Monaco Entreprise

MONACO BUSINESS OFFICE

CONTEXTE

L'IA est déjà au cœur de vos activités

Qu'on en soit conscient ou non, l'intelligence artificielle s'est progressivement intégrée dans les processus quotidiens de nombreuses entreprises. Du tri automatique de candidatures à la personnalisation des campagnes marketing, en passant par les chatbots de service client — l'IA agit, décide, recommande.

Recrutement

Analyse automatisée de CV, scoring de candidats, filtrage des profils — des décisions à fort impact humain sont déléguées à des algorithmes.

Marketing

Ciblage publicitaire, recommandations personnalisées, génération de contenu — l'IA optimise chaque interaction client.

Service client

Chatbots, assistants virtuels, traitement automatique des demandes — l'IA répond, oriente et résout en temps réel.

⚠ Ces usages sont désormais encadrés par un règlement européen contraignant. L'IA n'est plus un espace non régulé.

RÉGLEMENTATION

L'IA Act : le premier cadre mondial structuré

Qu'est-ce que l'IA Act ?

Le Règlement européen sur l'intelligence artificielle (**AI Act**) a été formellement adopté en 2024. Il constitue le premier cadre juridique complet et contraignant au monde dédié à la régulation des systèmes d'IA.

Il s'applique à toute entreprise qui développe, déploie ou utilise des systèmes d'IA au sein de l'Union européenne — quelle que soit sa taille ou son secteur d'activité.

Ses trois objectifs fondamentaux

Sécuriser l'IA

Garantir que les systèmes d'IA sont fiables, robustes et sans danger pour les utilisateurs.

Protéger les utilisateurs

Assurer les droits fondamentaux des personnes affectées par des décisions automatisées.

Responsabiliser les entreprises

Imposer des obligations claires aux acteurs qui conçoivent ou déploient l'IA.

CLASSIFICATION

Une logique simple : le niveau de risque

L'IA Act repose sur une architecture de classification par le risque. Chaque système d'IA est évalué selon son potentiel d'impact sur les droits fondamentaux, la sécurité et la société. Plus ce risque est élevé, plus les obligations réglementaires qui s'appliquent sont strictes et contraignantes.

❌ **Interdit**

Usages bannis sans exception

⚠️ **Haut risque**

Obligations strictes obligatoires

ℹ️ **Risque limité**

Obligations de transparence

✅ **Faible risque**

Usage libre, bonnes pratiques recommandées

Caprioli & Associés

DIGITAL FlashUP

⚠ INTERDICTIONS

Ce qui est totalement interdit

Certains usages de l'IA sont considérés comme incompatibles avec les valeurs fondamentales de l'Union européenne. L'IA Act les interdit sans exception, indépendamment du contexte commercial ou de l'intention de l'opérateur.

Manipulation comportementale

Tout système d'IA qui exploite des techniques subliminales ou des biais cognitifs pour influencer le comportement d'une personne à son insu, causant un préjudice.

Exploitation des vulnérabilités

L'utilisation de l'IA pour cibler délibérément des personnes en raison de leur âge, d'un handicap ou d'une situation socio-économique défavorable.

Notation sociale généralisée

Les systèmes de score social par des pouvoirs publics pour évaluer la fiabilité des individus sur la base de leur comportement général.

Reconnaissance faciale en temps réel

L'identification biométrique à distance dans les espaces publics par les autorités répressives, sauf exceptions strictement encadrées.

Inférence d'émotions sensibles

La déduction d'opinions politiques, de croyances religieuses, ou d'orientations personnelles à partir de données biométriques.

⊗ Ces interdictions sont d'application immédiate. Toute violation expose l'entreprise à des sanctions pouvant atteindre **35 millions d'euros** ou 7 % du chiffre d'affaires mondial.

⚠ HAUT RISQUE

Les usages à haut risque : des règles strictes s'appliquent

Les systèmes d'IA classés à haut risque sont ceux susceptibles d'affecter significativement les droits fondamentaux ou la sécurité des personnes. Leur utilisation est autorisée, mais soumise à des exigences réglementaires substantielles.

Recrutement & RH

Tri de CV, scoring de candidats, évaluation des performances — tout système influençant l'accès à l'emploi.

Éducation & formation

Systèmes d'évaluation des étudiants, d'admission ou d'orientation scolaire et professionnelle.

Santé & médical

Aide au diagnostic, dispositifs médicaux, systèmes d'aide à la décision clinique.

Crédit & assurance

Évaluation de la solvabilité, scoring d'assurance, décisions d'octroi de prêt.

ⓘ Pour ces usages, l'entreprise doit notamment réaliser une évaluation de conformité, tenir une documentation technique, et garantir une supervision humaine effective.

OBLIGATIONS

Vos obligations clés en tant qu'utilisateur d'IA

Selon votre rôle (fournisseur, utilisateur, etc.) vos obligations diffèrent, l'AI Act vous impose des responsabilités concrètes. L'IA doit rester un outil maîtrisé, dont vous êtes en mesure de répondre à tout moment.

1

Transparence

Informer clairement les utilisateurs lorsqu'ils interagissent avec un système d'IA. Ne jamais dissimuler la nature automatisée d'une décision.

2

Fiabilité

S'assurer que les systèmes utilisés sont robustes, précis et testés. Documenter les performances et les limites connues.

3

Contrôle humain

Maintenir une capacité d'intervention humaine effective. Une décision critique ne peut pas être entièrement déléguée à une machine.

4

Sécurité des données

Garantir la protection des données traitées par les systèmes d'IA, en complément du RGPD relatif aux données personnelles et les exigences de l'AI Act.

PLAN D'ACTION

Ce que vous devez faire : 3 actions prioritaires

La mise en conformité avec l'IA Act n'exige pas de transformer du jour au lendemain l'ensemble de votre organisation. Elle commence par trois actions concrètes et accessibles, à engager dès maintenant.

Étape 1 — Identifier vos usages IA

Dressez un inventaire complet des systèmes d'IA utilisés dans votre organisation : outils internes, logiciels tiers, plateformes SaaS. Précisez leur fonction, les données traitées et les décisions qu'ils influencent.

Étape 2 — Évaluer les niveaux de risque

Pour chaque usage identifié, appliquez la grille de classification de l'IA Act. Déterminez si vous êtes en présence d'un usage interdit, à haut risque, à risque limité ou faible. Priorisez votre action en conséquence.

Étape 3 — Mettre en place des règles internes

Formalisez une politique d'utilisation de l'IA au sein de votre organisation : charte d'usage, procédures de validation, désignation de référents, formation des équipes. La conformité commence par la gouvernance interne.

Commencer simplement, documenter rigoureusement, et progresser par étapes : c'est la méthode la plus efficace pour se mettre en conformité sans paralyser l'activité.

⚠ RISQUES

Les risques concrets à anticiper

Au-delà des obligations réglementaires, l'utilisation de l'IA expose les entreprises à des risques opérationnels, éthiques et juridiques bien réels. Les ignorer, c'est s'exposer à des conséquences potentiellement graves.

Erreurs & hallucinations

Les modèles d'IA générative — comme ChatGPT — peuvent produire des réponses fausses présentées avec une apparente certitude. Des décisions fondées sur ces outputs peuvent engager la responsabilité de l'entreprise.

Biais algorithmiques

Un algorithme entraîné sur des données historiques reproduit et amplifie les biais existants. Résultat : des décisions discriminatoires dans le recrutement, le crédit ou l'accès aux services.

Décisions injustes

Des décisions automatisées sans supervision humaine adéquate peuvent léser des individus sans possibilité de recours clair, exposant l'entreprise à des contentieux.

Risques juridiques

Non-conformité à l'IA Act, violation du RGPD, responsabilité civile pour dommages causés par un système d'IA défaillant — le cadre légal se durcit significativement.

💡 **Exemple concret :** Une entreprise utilisant ChatGPT pour rédiger des conclusions juridiques ou des avis médicaux sans validation humaine prend un risque considérable en cas d'erreur factuelle du modèle.

À retenir : utiliser l'IA, c'est maîtriser ses risques

L'IA est encadrée

L'IA Act est un règlement contraignant, d'application directe dans toute l'UE. Ne pas en avoir connaissance ne constitue pas une défense valable.

Le risque dicte les règles

Plus votre usage de l'IA est susceptible d'affecter des droits fondamentaux, plus vos obligations sont lourdes. Connaître votre niveau de risque est la première étape.

Les entreprises sont responsables

En tant qu'utilisateur d'un système d'IA, vous êtes coresponsable de ses effets. La délégation à un prestataire ne vous exonère pas de toute obligation.

Anticipez dès maintenant

Les délais de mise en conformité sont progressifs, mais l'anticipation est décisive. Les entreprises qui agissent aujourd'hui éviteront les sanctions et gagneront en crédibilité.

DIGITAL FlashUP

RESTEZ CONNECTÉS

& Boostez vos compétences numériques sur EME.GOUV.MC

Gouvernement Princier
PRINCIPAUTÉ DE MONACO

Extended Monaco Entreprise

MONACO BUSINESS OFFICE